

Em n°14

Sujet : [INTERNET] Fwd: Enquête Publique Carrière CHB St Gingolph / contributions--/ddpp-enquete@haute-savoie.gouv.fr

De : > colettepacquelet43 (par Internet) <colettepacquelet43@gmail.com>

Date : 15/11/2023 à 19:12

Pour : ddpp-enquete@haute-savoie.gouv.fr

Objet : Enquête Publique Carrière CHB St Gingolph / contributions--/ddpp-enquete@haute-savoie.gouv.fr

Madame la Commissaire Enquêtrice,

Concernant l'Enquête Publique Carrière CHB St Gingolph, vous voudrez bien prendre connaissance de ma contribution ci-dessous :

Nous sommes membre d'une Société Civile Immobilière, SCI ,sur Bret Locum, bien familial –

J'ai essayé de comprendre le dossier à l'enquête publique – très compliqué pour les non avertis- complexe, difficile à comprendre voir confus. On se demande si cela n'est pas fait pour noyer le lecteur d'informations, pas forcément pertinentes—

Ce qui est clair pour moi, me trouvant entre les deux sites de Locum et de St Gingolph c'est que je vais me trouver au milieu d'une nuée de camions, chaque site recevant ou expédiant des millions de mètres cubes –

Pour en revenir sur la notion de SCI, ce qui m'a étonné c'est la contradiction suivante :

Les documents de location et forage annoncent avoir été contractés avec la **SCI LA BOURGEOISIE** :

Entre les soussignées :

La Société Bourgeoise de Saint-Gingolph,

Société civile,

Ayant son siège social à Saint-Gingolph (Haute-Savoie, 74 500), 10 bis rue de l'Eglise,

Immatriculée sous le numéro SIREN 412 522 054,

Représentée par Monsieur Claude Dérivaz en sa qualité de Président, et par Monsieur Georges Dérivaz en sa qualité de Trésorier, ayant tous pouvoirs aux fins des présentes ainsi qu'ils le déclarent expressément, leurs engagements contractés aux termes des présentes, pour le compte et au nom de la Société Bourgeoise de Saint-Gingolph, sont conformes aux dispositions de l'article 1145 alinéa 2 du Code civil comme étant utiles à la réalisation de son objet tel que défini par ses statuts,

Ci-après dénommée dans le corps du texte sous le vocable la « Propriétaire »,

De première part,

Or dans l'article ci-dessous, on nous annonce que La Société Bourgeoise est une indivision :

QUI SONT LES BOURGEOIS DE SAINT-GINGOLPH ?



Institution unique en France, fondée il y a plusieurs siècles, la bourgeoisie de Saint-Gingolph gère conjointement avec son homologue suisse plusieurs milliers d'hectares de forêts et pâturages. Décryptage.

« Il n'y a qu'une seule bourgeoisie mais il y a deux pays. C'est unique au monde ! » Réunis dans l'ancienne salle de catéchisme de Saint-Gingolph, en contrebas de l'église du village français, Claude Dérivaz et Georges Dérivaz (qui n'ont pas de lien de parenté) partagent quelque chose d'unique, ils sont bourgeois. Un manoir en Normandie, une Audi TT et une belle montre au poignet ? Non, pas ce bourgeois-là. « On a une identité qui nous est propre et qui a traversé les siècles », sourit Georges Dérivaz, trésorier de la société bourgeoise française. Car oui, c'est bien d'une société qu'il s'agit. Ou plutôt deux. Une côté français donc, reconnaissable à son armoirie bleue et une côté suisse, en rouge.

HÉRÉDITAIRE OU PRESQUE

La bourgeoisie est une institution assez commune chez nos voisins mais inexistante en France, à l'exception de celle de Saint-Gingolph. Les bourgeois, ce sont ces Helvètes qui gèrent depuis des siècles des hectares de bois et de pâturages sur la commune. Après le traité de Thonon en 1569, séparant le village, ces biens ont continué d'être exploités des deux côtés de la frontière, créant de facto une frange française. Au début du XVIII^e siècle, la bourgeoisie devient officielle. « La définition suisse du bourgeois, selon notre constitution,

c'est le natif d'un lieu. On est bourgeois d'avoir du même lieu », explique Claude Martenet, ha Saint-Gingolph mais bourgeois de Troistorment. « Ne le droit de bourgeoisie ne peut être transmis par un. Si votre fille se marie et qu'elle a un enfant, celui pas le titre de bourgeois », complète Claude, président de la société bourgeoise française.

400 BOURGEOIS

Leurs descendants se retrouvent aujourd'hui, 500 ans tard, dans cette "institution pluriséculaire", comme par Georges Dérivaz. Les 400 bourgeois que le village possède en indivision « les deux tiers, Saint-Gingolph » 2 600 hectares de forêts, pâturages de 400 de l'ouest à l'est du Bouvet. Sur pour la partie française, le terrain de la carrière, Saint-Gingolph. « Il y a tout l'immobilier aussi à l'ouest Suisse, du château, de la chapelle de la Sainte-F du Pré de cure dont les bourgeois sont propriétaires France, nous détenons également l'église et le pré énumère Georges Dérivaz. La gestion de ces bâti d'ailleurs l'occasion pour les deux sociétés, habilit séparées, de se réunir occasionnellement et de à 50/50 les frais engendrés.



À gauche à droite : Georges Dérivaz, Claude Martenet et Claude Dérivaz. Deux bourgeois gingolphi accompagnent un homologue de Troistorment.



DES COUPS DE POUCE

Les deux sociétés, dont les mai des conseils (sept en France, en Suisse) sont bénévoles, sub notamment grâce aux locations immobilières en bord de lac pour à la carrière. Des rentes d'ho qui leur permettent de financer leur développement de la vie locale. Bien sûr, par exemple, le développement, dont le financement provient d'abord du bénéfice de la commune, mais aussi de la commune, dans la création de la vallée, d'ailleurs Georges Dérivaz.

Une indivision est une structure juridique bien spécifique qui demande la signature des indivisaires sur tous les documents qui engagent les biens de l'indivision soit les 400 indivisaires-

Il est fort à parier que les statuts cités dans les contrats n'existent pas. J'ai longuement cherché dans les pièces annexes et je n'ai trouvé aucun statuts—

Il s'avère donc que les documents présentés dans le dossier **sont juridiquement nuls et non avendus—**

Considérant que ces documents sont obligatoires et doivent être juridiquement opposables, **le dossier en l'état n'est pas recevable -**

Pour la bonne forme, je vous remercie de bien vouloir m'accuser réception de cet envoi.

Je vous prie d'agréer, Madame la Commissaire-Enquêtrice, mes sincères salutations.

Madame Colette Pacquelet –
